



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

BEAUCOUP DE BRUIT À PROPOS DES MUNICIPALITÉS

Le mois a été très occupé pour l'Équipe d'application de la loi sur les réunions publiques (OMLET) de l'Ombudsman, qui veille au respect de la loi sur les réunions publiques municipales en Ontario, connue sous le nom de loi sur la transparence.

L'Ombudsman a fait paraître sept rapports OMLET ce mois-ci. Dans trois d'entre eux, il a conclu que les municipalités ne respectaient pas les règles.

Dans presque tous ces rapports, l'Ombudsman André Marin a recommandé – comme il le fait souvent – que les municipalités fassent des enregistrements audio ou vidéo de leurs réunions à huis clos pour que les enquêteurs disposent d'archives claires et consultables dans le cadre de leurs examens, et pour que les autorités municipales suivent les exigences juridiques une fois qu'elles sont réunies à huis clos.

Enregistrer ou pas? La réponse ne fait aucun doute

Deux nouveaux conseillers municipaux de Hamilton prennent les recommandations de l'Ombudsman au sérieux.

Dans son [récent rapport](#), l'Ombudsman n'a pas conclu que la Ville contrevenait à la loi sur les municipalités, mais il a préconisé d'enregistrer toutes les réunions à huis clos. Hamilton a rejeté cette pratique en 2013, mais selon des informations d'actualité, les conseillers Doug Conley et Matthew Green ont remis cette idée sur le tapis.

[Lire le rapport](#)

[DRESCHER: New councillors heed watchdog's bark \(The Hamilton Spectator\)](#)

AVRIL 2015

L'Ombudsman enquête sur les plaintes du public à propos des organismes du gouvernement de l'Ontario. Son Bureau surveille plus de 500 ministères, organismes, tribunaux, conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



COUP D'ŒIL SUR LE PROJET DE LOI 8

LA SURVEILLANCE EST EN VUE



Pas à la table

L'Ombudsman a aussi conclu que le Village de Casselman avait enfreint les règles sur les réunions publiques pour la deuxième fois depuis les élections de l'automne dernier.

En mars, une enquête d'OMLET a déterminé que le Conseil [avait enfreint la loi sur la transparence en novembre 2014](#).

Dans son [tout dernier rapport](#), l'Ombudsman a conclu que le maire Conrad Lamadeleine et trois conseillers s'étaient réunis illégalement dans un restaurant avec des entrepreneurs et des ingénieurs locaux en janvier.

Comme l'Ombudsman l'a souligné, la discussion qui a eu lieu lors de la rencontre au dîner aurait pu facilement se dérouler durant une réunion publique du Conseil, avec un avis préalable dûment donné au public.

Le maire a continué de déclarer publiquement qu'il n'y avait rien de mal à cette réunion.

[Lire le rapport](#)

[Des élus de Casselman encore une fois critiqués par l'Ombudsman de l'Ontario \(ICI Radio-Canada\)](#)

[Le maire de Casselman publie une lettre qui dérange \(ICI Radio-Canada\)](#)

Bande à part



L'avocate principale Laura Pettigrew a expliqué comment fonctionnera la nouvelle surveillance de l'Ombudsman sur les municipalités une fois que le Projet de loi 8 (*Loi de 2014 sur la responsabilisation du secteur public et des députés*) entrera en vigueur lors du forum de l'Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario, le 16 avril.

ÉCOLE POUR LES CONSEILLERS SCOLAIRES



L'Ombudsman André Marin a expliqué les répercussions de l'élargissement de sa surveillance pour les conseils scolaires, lors du colloque d'entreprises de l'Ontario Catholic School Trustees' Association le 30 avril. Il a souligné que son Bureau devrait être un lieu de dernier recours et qu'il travaillera avec les mécanismes locaux de plainte pour régler les problèmes.

TWEET TWEET

Restez en connexion avec notre

OMLET a aussi examiné des plaintes à propos de cinq réunions à huis clos à Elliot Lake. La plupart n'avaient pas enfreint les règles, mais l'Ombudsman a conclu qu'en décembre 2014, lors d'une réunion, le Conseil avait indûment discuté de frais de réservation pour des groupes musicaux. Il a recommandé au Conseil d'améliorer ses processus.

[Lire le rapport](#)

Personnel et privé

L'Ombudsman a conclu que la Ville d'Amherstburg avait indûment utilisé l'exception des « renseignements privés » aux règles des réunions publiques lors de discussions à huis clos sur les pouvoirs de signatures bancaires, le 10 décembre 2014.

[Lire le rapport](#)

[Voir d'autres rapports d'OMLET](#)

NOUVELLES DES ENQUÊTES

[Hydro One — Problèmes de facturation et de service à la clientèle:](#)

Après avoir suscité plus de 10 600 plaintes, cette enquête s'est achevée et l'Ombudsman a envoyé ses recommandations et conclusions préliminaires au ministère de l'Énergie et à Hydro One. Deux semaines leur ont été accordées pour donner une réponse, après quoi l'Ombudsman parachèvera son rapport.

[Directives de l'Ontario à la police sur le désamorçage des conflits :](#)

L'Ombudsman achève actuellement son rapport et compte le publier plus tard cette année.

[Adultes ayant une déficience intellectuelle, en situation de crise :](#)

Nous continuons de régler les dossiers individuels et de prendre les plaintes – nous en avons reçu plus de 1 200 jusqu'à présent. L'enquête systémique d'envergure se poursuit et l'Ombudsman compte publier son rapport plus tard en 2015.

Quiconque a des renseignements pertinents au sujet de ces enquêtes peut appeler notre Bureau au 1-800-263-1830, [déposer une plainte en ligne](#) ou envoyer un courriel à info@ombudsman.on.ca.

Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte

Twitter en français :

[@Ont_OmbudsmanFR](#).

[Vous pouvez aussi regarder le discours de l'Ombudsman au Club canadien de Toronto, en français, ici.](#)

CONNECTEZ-VOUS AVEC NOUS!

Suivez-nous sur [LinkedIn](#) pour les offres d'emploi, les nouvelles des enquêtes, les parutions de rapports et d'autres informations.

NOUS EMBAUCHONS UN STAGIAIRE EN DROIT POUR 2016-2017!

Vous cherchez un poste de stagiaire en droit? Pas besoin de chercher plus loin. Nous acceptons les candidatures. [Lire la description complète du poste et postuler ici!](#)

ACTUALITÉS

- › [Une autre réunion « illégale » à Casselman \(La Presse\)](#)
- › [Des élus de Casselman encore une fois critiqués par l'Ombudsman de l'Ontario \(Radio-Canada\)](#)
- › [Le maire de Casselman publie une lettre qui dérange \(Radio-Canada\)](#)
- › [Combat de coq à Casselman \(La Presse\)](#)
- › [L'ombudsman de l'Ontario s'attaque au maire de Casselman sur Twitter \(Radio-Canada\)](#)

RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **3 624** fans sur [Facebook](#) et **31 142** sur [Twitter](#) ! Restez en

contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l’Ombudsman de l’Ontario
1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower
Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).